

LE JOUR, 1948
10 Juin 1948

LA TREVE ET LES FAITS

C'est du côté de la Palestine que nous regardions sans cesse. La trêve (si laborieuse) elle ne peut être qu'une trêve. Et les conditions de la trêve d'ailleurs ne sont pas de nature à rassurer beaucoup. De quelque façon que la situation évolue, elle se traduit par l'entrée de milliers de Juifs en Palestine.

Et il n'importe que de façon relative que ces Juifs ne soient des combattants. Par les moyens de la force, de la ruse ou de la persuasion, l'invasion de la Terre-Sainte se poursuit. Voilà ce qu'il faut constater, voilà ce qu'il faut déplorer.

L'Amérique reste complice de cette opération redoutable. Il eut suffi de son abstention pour qu'elle fut empêchée. Mais l'Amérique a apporté à Israël un soutien tel que la terre entière en reste impressionnée. Qui peut nier que l'Amérique ait agi de façon absolument décisive sur le continent américain et sur l'Europe ?

La faute que l'Amérique commet a les dimensions de l'Amérique. Il faut vraiment que Washington soit loin de Jérusalem pour qu'on s'y comporte avec cette imprévoyance obstinée.

Tout arrangement qui maintiendrait l'Etat souverain d'Israël serait pour les pays arabes un véritable désastre. Les conséquences viendraient avec le temps comme les écroulements qui suivent un séisme. Et il y a inéluctablement une guerre au bout de ce que l'Amérique fait.

Quant à la trêve, les conditions mêmes qui sont à sa base le montrent comme une tentative suprême de faire accepter l'état de fait actuel. Nous nous en méfions vivement et nous engageons tous les pays arabes à s'en méfier. Un mois d'attente, de juin à juillet, dans la chaleur de la Palestine, ne vaut rien pour une armée.

C'est par la lassitude qu'on pense voir céder la résistance. Or, ce n'est pas le temps de tomber en sommeil. Les pays arabes connaissent en ce moment l'épreuve la plus considérable de leur histoire. Et nous les premiers. Une trêve n'est acceptable que si une solution politique acceptable se fait entrevoir à son terme.